

ANNUAIRE FRANÇAIS
DE
RELATIONS
INTERNATIONALES

2018

Volume XIX

**PUBLICATION COURONNÉE PAR
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)



Université Panthéon-Assas
Centre Thucydide

INTRODUCTION

PAR

EDOUARD DUBOUT (*) et FABRICE PICOD (**)

L'année 2017 serait-elle celle d'un nouveau départ pour la construction européenne ? Après le fracas du Brexit (1) et la survenance simultanée de nombreuses crises – économique, migratoire, sécuritaire –, l'avenir de l'Union européenne s'annonçait bien sombre et le sentiment d'un possible effondrement de la patiente élaboration d'un espace politique commun devenait de plus en plus partagé. Les élections présidentielle française et législative allemande s'avéraient décisives afin de savoir si la construction européenne pourrait ou non sortir à nouveau par le haut de la crise. Leurs résultats sont mitigés.

Tandis que la première a vu l'accession inattendue au pouvoir d'un nouveau parti autour d'Emmanuel Macron, à l'orientation clairement pro-européenne et susceptible d'insuffler un nouvel élan à l'Union européenne, la seconde s'est soldée par un essoufflement de la popularité d'Angela Merkel et un enlisement politique qui douche pour le moment l'allant français sur la question européenne. Alors que l'occasion était offerte de relancer le couple franco-allemand dont les échéances électorales coïncidaient, juste avant celle du Parlement européen à venir, l'occasion n'a été que partiellement saisie et, contre toute attente, la menace nationaliste est venue davantage du côté allemand que du côté français, où le système majoritaire a permis d'étouffer les mouvements anti-européens, notamment celui porté par l'extrême droite.

Si bien qu'il est probablement trop tôt pour répondre à la question de savoir si l'année 2017 aura été celle d'un véritable tournant politique de la construction européenne, soixante ans après sa fondation, vers l'amorce d'une Europe ressoudée et réarmée pour faire face collectivement aux menaces et défis de la globalisation. Du côté français, dont l'observation retient cette rubrique, il convient de revenir tout d'abord sur la place qu'a occupée la question européenne dans la surprenante élection présidentielle, en montrant qu'elle est devenue un élément central, même peut-être premier, du clivage politique. Ensuite, les propositions, souvent audacieuses, du président Macron pour approfondir et même rebâtir la

(*) Professeur à l'Université Panthéon-Assas (Paris II, France).

(**) Professeur à l'Université Panthéon-Assas (Paris II, France), titulaire de la chaire Jean Monnet.

(1) Cf. les articles de Caroline Gondaux et Patrick Allard publiés dans le volume XVIII de l'*Annuaire français de relations internationales* (2017).

construction européenne seront détaillées, en gardant à l'esprit que les soutiens, non seulement allemand mais également celui des institutions européennes elles-mêmes, seront nécessaires à leur réalisation. Enfin, le suivi des négociations du Brexit et de la position française montre que les intérêts des partenaires européens, notamment sous l'angle économique, ne sont pas nécessairement convergents et que parler d'une seule voix ne sera pas chose aisée.

En premier lieu, dans son étude de l'élection présidentielle française de 2017, Charles de Marcilly souligne combien surfer la vague eurosceptique pouvait s'avérer prometteur pour les partis politiques nationaux dans un contexte où les populismes fleurissent sur le continent européen. De fait, huit candidats sur onze à l'élection présidentielle française se déclaraient ouvertement eurosceptiques ou du moins euro-critiques. Le pari pro-européen de l'inattendu candidat Macron n'en était que plus risqué. Très peu évoquée lors des premières phases du débat, notamment durant les primaires, la question européenne est progressivement devenue centrale, peut-être même décisive dans le vote final et l'échec du Front national à accéder au pouvoir. Elle en est même devenue une ligne de fracture en son sein. Au clivage gauche/droite tend à se substituer un clivage ouverture/fermeture, qui se traduit par une opposition entre pro- et anti-européens comme étalon de recomposition des familles partisanes. En plaçant l'Europe au centre de son discours et en gagnant son pari d'en faire un élément de rassemblement au-dessus des partis traditionnels, Emmanuel Macron n'a pas que remporté la victoire nationale, il a acquis, dès son élection, une posture internationale. Les attentes sont néanmoins élevées et le projet pour les satisfaire n'a pas tardé à être exprimé.

C'est pourquoi, en deuxième lieu, Anastasia-Iliopoulou-Penot décrypte les propositions du président Macron telles qu'il les a formulées dans deux discours-phares prononcés en septembre 2017, à Athènes et à Paris (à la Sorbonne), qui ont le mérite de poser clairement sur la table des négociations une relance du projet européen. Pour qu'elle soit possible, une démocratisation et une politisation de la construction européenne sont plus que jamais nécessaires. Il semblerait que, dans l'esprit du Président français, elles puissent passer par l'émergence au niveau européen de nouvelles majorités politiques, en marge des clivages traditionnels, sur le modèle qui a réussi à construire son élection au niveau national. Il se heurte toutefois déjà à de vives oppositions, notamment venant du Parlement européen, qui tient à préserver l'acquis de la technique du *Spitzenkandidat*, qui lui garantit une maîtrise de la désignation du président de la Commission sur la base de l'équilibre politique dessiné selon les formations politiques traditionnelles, mais dont on sait qu'elles ne sont pas sans un certain artifice. De même, la suggestion de combler les sièges laissés vacants par les parlementaires européens britanniques par des listes transnationales ne fait pas l'unanimité chez les parlementaires européens et risque de brouiller encore davantage la lisibilité du scrutin

pour l'électeur. Enfin, la suggestion de créer des « conventions citoyennes » européennes demande à être précisée tant sur la forme que sur le fond. Le succès du pari dépendra d'un consensus plus large.

Si bien qu'en troisième lieu, le suivi des négociations du Brexit permet à Rémi Bourgeot de pointer les divergences entre les modèles économiques nationaux des Etats membres, notamment français, britannique et allemand, qui interrogent plus fondamentalement la fiabilité et la pérennité de l'Union économique et monétaire. Le Brexit est le moment de mettre en question le *leadership* du modèle allemand et sa rigidité, pour tenter de faire émerger un modèle plus interventionniste et social à la française. A défaut d'un compromis entre les deux, il est à redouter que l'unité européenne de façade ne vole à nouveau en éclats lors du prochain tremblement systémique. Le côté artificiel de l'unification monétaire sans réelle synthèse des cultures économiques nationales n'a pas été dépassé par les réponses apportées à la crise financière et budgétaire. Bien au contraire, elles ont fait ressortir la vanité de prétendre concilier globalisation économique et démocratie nationale. Le constat reste entier et le contexte pour qu'un nouveau choc asymétrique frappe la zone euro demeure favorable. C'est pourquoi, le prochain accord qui sera trouvé avec le Royaume-Uni pourrait être révélateur de la capacité de l'Union à dégager sa propre forme de libéralisme économique, au-delà des modèles nationaux, qui ne pourra se réaliser sans évolutions des principales cultures politiques internes.

Comme le montrent ces trois analyses, évolution de la construction européenne et recomposition des clivages politiques nationaux semblent inextricablement liées.